



LE G8 ILLÉGITIME

Présentation de l'ouvrage à paraître sous le même titre,
courant mai 2007, aux Éditions Mille et une nuits

Huit chefs d'État ou de gouvernement, au premier rang desquels le président des États-Unis, se sont autoproclamés en charge de la direction du monde. Ils se posent comme étant les seuls à pouvoir dire ce qui convient et ne convient pas pour la totalité de la planète et de ses habitants.

Cette concentration des pouvoirs, aussi ahurissante qu'illégitime, a conduit à la situation mondiale d'aujourd'hui. Si ces responsables politiques se réunissent, c'est en effet pour mettre en œuvre le programme néolibéral tant au plan politique que social et économique. Ce programme est celui des propriétaires du capital, qui ont vu la part de leur profit dans le PIB mondial augmenter de moitié depuis le début des années 1980 ! Il ne s'embarasse ni de la Déclaration universelle des droits de l'homme ni de la Charte des Nations unies.

Une architecture aux commandes de la mondialisation néolibérale

Séducteur, le G8 affirme n'obéir à aucune idéologie mais remarque que ses membres « sont unis autour de certaines valeurs universelles, la démocratie, le respect des droits de l'homme et de l'économie de marché ». La lecture des déclarations issues des Sommets montre pourtant le rôle politique fort que le G8 s'est octroyé.

Bienveillant, le G8 déclare que sa première mission « est d'éviter une mésentente politique et économique qui serait préjudiciable non seulement au G8 mais aussi au reste du monde ». Or cet accord « politique et économique » est totalement désastreux. Sur le seul critère de croissance, considéré comme central dans les recommandations émises par le G8, les résultats sont particulièrement éclairants : pour l'Afrique subsaharienne, le PIB par habitant a chuté de 0,6 % par an sur la période 1975-2004 !

De la crise du système monétaire au « coup » d'octobre 1979

La suppression, en 1971, de la convertibilité en or du dollar, et les événements monétaires qui suivirent, révélèrent un manque de coordination internationale qui contribue largement à la création du G7. À ce bouleversement s'en ajoute un autre, la hausse soudaine du prix du brut en 1973-1974. Le besoin, pour les pays développés, de faire face à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se fait sentir de manière particulièrement évidente : la récession de 1974 (une contraction de l'activité d'ampleur exceptionnelle et inédite depuis la Seconde Guerre mondiale) pousse les gouvernements à agir.

En novembre 1975, le premier G5+1 (Allemagne, États-Unis, France, Japon, Royaume-Uni, rejoints au dernier moment par l'Italie) se réunit en France. Il s'agit de tenir une rencontre informelle et « décontractée » entre les responsables des premières puissances mondiales. Il est convenu de reconduire ces rencontres tous les ans. Dès 1976, le groupe accueille le Canada et devient le G7¹.

Bien que « n'obéissant à aucune idéologie », la réunion en juillet 1979 du G7 à Tokyo marque une rupture fondamentale avec les politiques d'inspiration keynésienne menées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Après Tokyo, la désinflation devient la priorité des priorités. En application de ces principes, les autorités monétaires américaines bouleversent leur stratégie à l'automne 1979 : c'est le « coup d'octobre 1979 ». La Réserve fédérale (Banque centrale des États-Unis) décide de casser l'inflation en restreignant la création monétaire par la hausse des taux d'intérêt. L'objectif est de restaurer les profits compromis durant les décennies 1960 et 1970 par une évolution du rapport des forces mondiales favorable aux peuples et aux salariés.

Pour les pays du Sud que la Banque mondiale avait incités à l'endettement, la hausse des taux d'intérêt a provoqué un triplement des charges à rembourser. Dans le cas de l'Amérique latine, le taux d'intérêt réel est passé d'une moyenne de -3,4 % (en raison de l'inflation) entre 1970 et 1980, à +19,9 % en 1981, +27,5 % en 1982 et +17,4 % en 1983.

Le meilleur des mondes capitalistes et les forces du Mal vus par le G8

La première question spécifiquement politique apparaît dans les communiqués du G7 en 1980, elle concerne l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS et se répétera dans les années suivantes jusqu'au début du retrait, salué en 1988.

Les conflits régionaux, militaires, politiques et sociaux y font également leur apparition au début des années 1980. Ce sont les affrontements au Proche-Orient (Israël, Palestine, Liban), puis la guerre Iran-Irak, mais aussi le conflit au Cambodge, l'apartheid en Afrique du Sud qui font l'objet de toutes les attentions, avant que la réunification de l'Allemagne, les réformes en Europe de l'Est et la répression de la place Tiananmen en Chine, à l'aube de la nouvelle décennie, ne préoccupent les pays membres.

Le thème du terrorisme est déjà présent dans le communiqué de 1978 appelant à suspendre toutes les liaisons aériennes vers et depuis les pays qui soutiennent le terrorisme. Dès 1990, il est fait mention de la « résurgence de l'intolérance qui affecte des groupes ethniques et religieux ». L'indignation n'explosera toutefois qu'après les attentats du 11 septembre 2001.

¹ Il ne deviendra G8 qu'au sommet de Birmingham (1998), marqué par la première participation de la Russie.

Le G8 illégitime

La parole démentie par l'action

Les derniers sommets n'ont pas été avares de déclarations d'intention relatives aux besoins des peuples et à la sécurité du monde. Les faits continuent pourtant à montrer la dégradation dans laquelle le monde s'enfonce.

En revanche, ne sont pas abordées par les G8 les mesures à prendre contre l'évasion fiscale à grande échelle qui représente plusieurs centaines de millions de dollars par an. Au contraire, il est demandé toujours davantage de libéralisation, de levée des barrières, de suppression des contrôles, de « flexibilité ». Autant de « recommandations » qui ne peuvent que favoriser l'accumulation privée.

Un quart de siècle de déclarations, ou le déni du réel

Développement et crises

Hors du G8, les jugements sont plus réalistes. « En 2000, 1,1 milliard de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable, et 2,4 milliards ne disposaient d'aucune forme d'équipements sanitaires », selon le rapport du PNUD² de 2002. Les choses ne vont guère en s'améliorant, puisque le rapport de 2006 dénombre toujours 2,6 milliards d'être humains n'ayant pas accès à un dispositif d'assainissement.

Derrière ce constat se profile évidemment la question de la dette et de la ponction des richesses du Sud par le Nord, dont les États du G8 en tête. Malgré les nombreuses déclarations depuis le Sommet de Lyon en 1996 sur la nécessité de « régler définitivement les situations d'endettement non soutenable », la dette extérieure totale des pays de la périphérie représentait, en 2000, l'équivalent de 37,4 % de leurs PIB cumulés, contre 18,2 % en 1980, et 114,3 % de leurs recettes d'exportation, contre 84,4 % vingt ans auparavant. Les différentes promesses de réduction de la dette publique des pays du Sud, largement relayées par les médias dominants, n'ont finalement jamais concerné que quelques pays pour des montants dérisoires qui, de plus, étaient retenus sur les sommes versées par les États du G8 au titre de l'aide publique au développement !

Après avoir adopté le programme de « thérapie de choc » recommandé par le FMI en 1992, la Russie perdait près de la moitié de son revenu national !

La mondialisation a également un autre visage : celui des crises financières qui ont fait des ravages dans les années 1990 et au début des années 2000 : principalement en Asie du Sud-Est, en Russie et en Argentine.

La réponse du G7, puis du G8, a été de préconiser une correction des « faiblesses et vulnérabilités dans les systèmes financiers ». Les résultats concrets se font pourtant attendre : aucune mesure de lutte contre la spéculation n'a été prise, les paradis fiscaux sont toujours aussi nombreux...

De la même façon, le G7 déclarait dans les années 1990 qu'il fallait « encourager les efforts de transparence du secteur privé » et « améliorer l'information publique ». Cela, toutefois, sans heurter « la nécessaire confidentialité des activités commerciales »... Depuis lors, les scandales financiers impliquant de grandes entreprises privées ont ruiné des milliers de salariés et d'épargnants.

Organisation des Nations unies : Rétablir l'ONU dans ses pouvoirs

Le rôle dévolu à l'ONU dans le « nouvel ordre mondial » est de répondre aux besoins de la mondialisation néolibérale. Dépossédée de ses prérogatives dans les domaines économique, social, écologique, l'ONU va l'être également dans son rôle premier, le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Le G8 participe à cette dépossession : ainsi, c'est lors de la réunion du G8 en 2004 à Sea Island que les États-Unis, suite au revers politique, à l'enlèvement militaire et à la déstabilisation de la région que représente l'occupation de l'Irak, présentent leur plan « *Pour un Grand Moyen-Orient* ».

Les atteintes aux principes de la Charte vont devenir la règle sous l'administration Bush. C'est par exemple le cas pour légaliser l'intervention en Afghanistan, par la manipulation de l'article 51.

Malgré ses graves insuffisances et ses dysfonctionnements, l'ONU reste l'institution universelle la plus légitime. C'est pourquoi sa réforme s'impose. Mais il ne peut pas y avoir une réforme qui fasse prévaloir le multilatéralisme dans les relations internationales sans instaurer un autre ordre international, solidaire et démocratique. D'où l'importance, pour le mouvement altermondialiste, d'investir ce champ politique essentiel que sont les Nations unies et de travailler à y modifier les rapports de force.

Emploi et sécurité sociale

Baisse du coût du travail, flexibilité des contrats, « réforme » de l'indemnisation du chômage... Une thématique constante concerne les systèmes de protection sociale. En termes élégants, « les filets de sécurité sociale et les politiques de soutien aux revenus ont encore un rôle à jouer pour satisfaire les besoins des personnes qui ne sont plus capables de participer à la force de travail. Mais il faut prendre de nouvelles mesures pour développer des politiques actives du marché du travail et éliminer les obstacles à la participation au marché du travail » (G8-Emploi, Stuttgart, 2003). Parmi ces « obstacles », l'indemnisation du chômage, qui « ne doit pas entraver le nécessaire ajustement du marché du travail ». En effet, quoi de pire pour les employeurs qu'un système d'assurance-chômage qui permet aux salariés de refuser les « boulots » précaires et mal rémunérés en attendant de trouver un emploi digne de ce nom ? Comme le dit encore le G8-Emploi de Stuttgart, « il devrait être toujours plus avantageux d'accepter un emploi que de percevoir une allocation ».

² Programme des Nations unies pour le développement

Le G8 illégitime

L'environnement ou la faillite des pouvoirs en place

Comme à Angers en 2003, un G8-Environnement a eu lieu cette année au mois de mars à Potsdam. Le thème central inscrit à l'ordre du jour était la question du changement climatique. On peut toutefois douter qu'une politique climatique efficace soit compatible avec la politique menée par le G8. Pendant qu'Angela Merkel déclare vouloir œuvrer à la protection internationale du climat, elle mène dans son pays une politique réactionnaire et, dans l'Union européenne, défend les intérêts à court terme d'une industrie allemande polluante.

Mais les plus grandes contradictions résident dans la compatibilité entre la mondialisation néolibérale et une politique efficace de protection du climat. L'ouverture du marché mondial des capitaux et des marchandises conduit à un accroissement constant des inégalités et des dégradations environnementales. Une politique climatique internationale ne peut pas réussir si elle n'est pas assortie d'un contrôle démocratique et social de la mondialisation. La politique climatique est bien plus qu'une politique environnementale. Elle pose des questions de fond sur la justice, auxquelles les gouvernements n'ont jamais fourni de réponses sans une forte pression publique. Mouvements sociaux, organisations non gouvernementales et syndicats sont appelés au Contre-sommet du G8 de juin pour accentuer cette pression.

Insécurité internationale, criminalité et terrorisme

Le G8 s'est déclaré résolu à vouloir combattre la corruption. Mais, c'est seulement à partir de 2000 qu'il semble comprendre qu'une « plus grande coopération judiciaire est nécessaire » pour poursuivre les crimes financiers. Simultanément, il commence à s'intéresser au lien entre évasion fiscale, blanchiment de capitaux et centres financiers *offshore*. Il a ainsi chargé le GAFI³ de prendre les mesures qui s'imposent. Mais cet organisme a retiré les Bahamas, les Iles Caïmans, le Liechtenstein et Panama de sa liste des « territoires non coopératifs », sans vérifier la mise en œuvre des mesures antiblanchiment promises par ces États. En octobre 2002, la Russie a été miraculeusement rayée de la « liste grise » du GAFI...

Souveraineté alimentaire, sécurité sanitaire

L'idée de souveraineté alimentaire, qui implique le droit des peuples à assurer leur autonomie alimentaire et la remise en cause du dogme du libre-échange, est réduite dans le langage néolibéral à celle de « sécurité alimentaire ».

Les surfaces des cultures génétiquement modifiées dans le monde ont dépassé pour la première fois 100 millions d'hectares, avec une croissance de 13 % en 2006. Les pays en développement représentent à présent 40 % de la superficie mondiale consacrée aux « cultures biotechnologiques ». La sécurité alimentaire ne s'en est pas trouvée pour autant améliorée : les rapports sur la progression

de la pauvreté et la malnutrition sont accablants ! Selon le rapport 2006 de la FAO, le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans le monde a diminué seulement de 3 millions, passant de 823 millions en 1990-1992 à 820 en 2006. Mais, en Afrique subsaharienne, ce sont 37 millions de personnes de plus qui souffrent de faim !

Quant à la sécurité sanitaire, les objectifs énoncés varient peu d'un sommet à l'autre. Toutes les bonnes intentions sont régulièrement rappelées à chaque sommet, dans des discours incantatoires, ignorant les effets des plans d'ajustement structurel qui ont porté sur la réduction drastique des dépenses publiques de santé dans les pays pauvres, les effets des brevets sur les médicaments, l'orientation quasi exclusive de la recherche des grands laboratoires sur les maladies concernant les populations « solvables ».

Mobilisations : la réponse des peuples du monde

Bientôt quinze ans d'émeutes de la faim

La première réunion du G5, en novembre 1975, ne fit pas l'objet de contestation. Les préoccupations militantes étaient alors, pour l'essentiel, focalisées autour de deux types de problèmes. Politiquement, comment rompre avec le capitalisme et l'impérialisme deux ans après le coup d'État de Pinochet contre Allende ? Socialement, le mouvement syndical était confronté aux premières mesures d'austérité qui se généraliseront à la fin des années 1970, préparant ainsi les années Thatcher/Reagan et le recul et les défaites des années 1980. C'est à partir de 1984 que plusieurs groupes et ONG anglo-saxons commencèrent à cibler directement le G7.

1989 : Paris, premier sommet des sept peuples parmi les plus pauvres « ça suffat comme ci ! »

L'ensemble des initiatives de la décennie 1980 fut rassemblé sous le slogan « Dette, apartheid, colonies. Ça suffat comme ci ! », inventé par Renaud, qui répondait à un besoin profond d'expression radicale, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française.

1996 : Lyon, sommet des sept résistances et les autres voix de la planète

A partir de 1996, le G7 est pris à partie systématiquement. Constatant alors que les foyers de revendications se multiplient, les membres du G7 « reconnaissent » la « société civile » et les ONG, en les mentionnant désormais dans les documents officiels. Parmi les initiatives organisées à Lyon pendant les jours précédant le G7, le « contre-sommet » du collectif de plusieurs dizaines d'organisations « Les Autres Voix de la planète » a certainement été l'une des plus intéressantes.

1998 : Birmingham, Jubilé 2000

Le succès de Birmingham marqua le début d'une campagne internationale de très grande ampleur. Deux ans plus tard, des coalitions *Jubilee 2000* étaient structurées

³ Groupe d'action financière internationale, créé par le G7 en 1989 et auquel l'OCDE sert de secrétariat.

Le G8 illégitime

dans 66 pays, *Jubilee* avait participé à des centaines de manifestations et fait signer une pétition qui, avec 24 millions de signatures dans 166 pays, battit tous les records !

1999 : Cologne, bataille pour l'annulation de la dette

Avec quelques années de recul, on se rend mieux compte de l'importance de ce qui s'est joué en 1999, Seattle n'étant que le dernier acte de ce qui sera souvent considéré comme l'année de naissance du mouvement de lutte contre la mondialisation libérale.

2000 : Okinawa, contre les bases militaires et pour la sécurité des peuples.

Cette conférence fut l'occasion d'un appel aux dirigeants du G8 exigeant l'annulation des dettes illégitimes ainsi que de celles qui ne sauraient être remboursées sans sacrifier la santé, l'éducation ou la vie même des populations appauvries. L'appel dénonçait les conditions imposées par les institutions financières internationales et demandait la mise en place de mécanismes indépendants pour surveiller le processus d'annulation.

2001 : Gênes la terrible

300 000 personnes manifestent à Gênes pour dénoncer l'emprise de la mondialisation financière sur les droits des peuples. La police de Berlusconi organise une répression intense, attaquant le cortège pacifiste, tuant à bout portant Carlo Giuliani, passant à tabac de nombreux manifestants, les séquestrant et les torturant dans les casernes de la ville. Le procès de ce carnage a débuté en novembre 2006 à La Haye.

2002 : Kananaskis, la démocratie selon le G8 et Siby, la démocratie selon les peuples

Le premier rassemblement parallèle au G7 organisé au Sud par des organisations du Sud pour contester les logiques dominantes et œuvrer à l'élaboration d'une solidarité internationale effective eut lieu à Siby, en Afrique de l'Ouest. Depuis, chaque année se tient un contre-G8 au Mali. La conclusion de sa première édition illustre la raison : « En 1999 le G7 nous a annoncé l'annulation de 90 % de notre dette. En 2000, c'était le projet du millénaire. En 2001, le fonds pour le sida, la tuberculose et le paludisme. Aujourd'hui, c'est le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Mais nous on attend toujours ! ».

2003 : Evian : SPAM, VIG, VAAG et G-Monde contre le G8 !

Il faut insister sur la réussite de ces diverses initiatives (Sommet pour un autre monde, Village intergalactique, Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre) et leur mise en cohérence comme sur leur reconnaissance institutionnelle et médiatique. L'élargissement du mouvement bien au-delà des secteurs de la jeunesse qui avaient manifesté à Seattle ou à Prague a eu pour conséquence immédiate le développement des mobili-

sations sur le terrain social, donc des convergences avec les syndicats, et l'a forcé à se confronter à des décisions gouvernementales, à des questions politiques en posant des problèmes d'alliances, de compromis et d'échéances traités dans le cadre national.

2005 : Gleeneagles, plus d'excuses pour le G8 !

250 000 personnes manifestent à Édimbourg pour demander le respect par les États du G8 des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le G8 répond par une réduction de dette minimale et un encouragement à la libéralisation des échanges afin de permettre à l'Afrique d'entrer dans le jeu de la croissance mondiale.

2006 : Saint Petersburg, répression et violences policières !

Le matin du 15 juillet, les participants du contre-sommet ont cherché à exercer leur droit de manifester, malgré l'interdiction. Les participants se sont rassemblés avec banderoles et drapeaux pour réaffirmer leur volonté de se rendre malgré tout du stade Kirov jusqu'au croiseur *Aurore*, mais ils sont restés bloqués à l'intérieur du stade, scandant les slogans : « La Russie n'est pas une prison », « Liberté pour les militants emprisonnés ». Triste réalité d'un État russe policier qui se révèle sous les yeux incroyables de quelques délégués étrangers présents. Et auquel fait écho, le 17 juillet, le Forum des peuples de Gao au Mali : « Nous sommes partisans des frontières ouvertes, pour la solidarité entre les Peuples et les Travailleurs, pour l'unité d'action entre les forces sociales et syndicales et pour l'instauration d'un monde plus juste et solidaire. »

Conclusion

Les thèmes mis en avant par la Présidence allemande pour la préparation du sommet de Heiligendamm (croissance, investissements, innovations, Afrique, bonne gouvernance, liberté, sécurité, lutte contre le sida) ne constituent pas une nouveauté. Le couplet qui sera entonné est habituel et les données fournies sont parfaitement connues. Elles mettent l'accent sur l'importance du commerce mondial, alors même que la croissance des échanges, ne serait-ce que pour la préservation de l'environnement et pour la sécurité alimentaire des pays, ne peut guère être vue comme un bon « ressort » de développement. Contrairement à ce qui est affirmé par les autorités allemandes, une économie « orientée sur l'exportation » n'est pas une « bonne » économie. L'exemple donné depuis quelques années par l'Allemagne le démontre amplement. Avec un chômage en forte progression en même temps qu'un abandon des protections sociales et publiques, dont les effets nocifs se font sentir sur le reste de l'Union européenne, les responsables de l'économie allemande montrent le plus mauvais exemple qui soit.

On peut douter que les réponses de Heiligendamm aillent au-delà des déclarations d'intention. D'autre part, une fois encore, le G8 n'a aucune légitimité pour proposer des solutions. Seule l'ONU est fondée à le faire.